

Cote du document: EB 2017/121/R.18/Rev.1  
Point de l'ordre du jour: 9 b) iii)  
Date: 14 septembre 2017  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## Rapport du Président

### Proposition de prêt en faveur de la République islamique du Pakistan pour le Programme national d'affranchissement de la pauvreté

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Hubert Boirard  
Chargé de programme de pays  
Division Asie et Pacifique  
téléphone: +39 06 5459 2298  
courriel: h.boirard@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner  
Chef de l'Unité des  
organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2974  
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt et unième session  
Rome, 13-14 septembre 2017

---

Pour: Approbation

## Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du programme	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du programme	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du programme	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du programme	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	8
IV. Coût, financement et avantages du programme	8
A. Coût du programme	8
B. Financement du programme	9
C. Résumé des avantages et analyse économique	9
D. Durabilité	10
E. Identification et atténuation des risques	10
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	11
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	11
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	12
VII. Recommandation	12
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	9

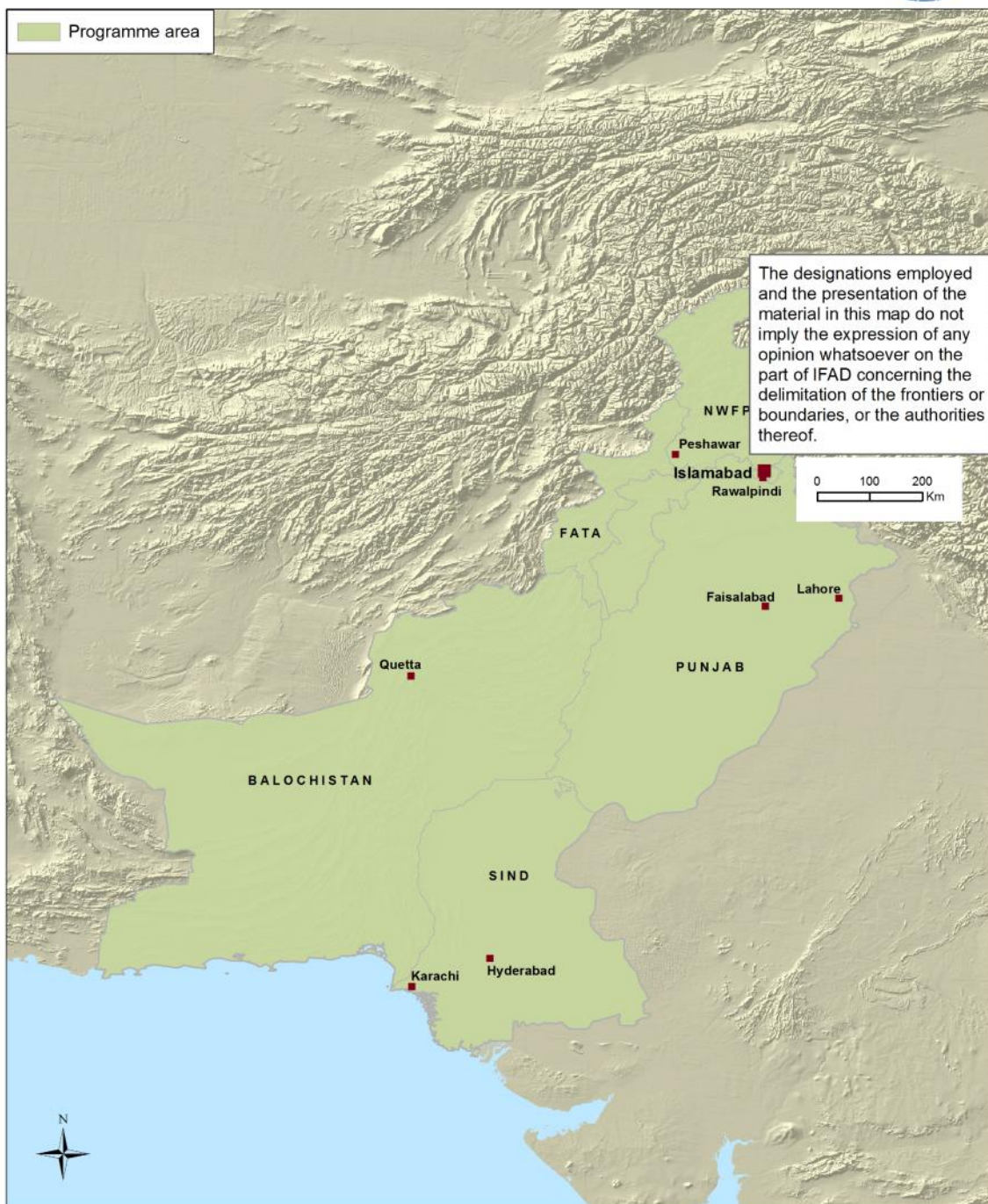
## Sigles et acronymes

BISP	Programme Benazir de soutien aux revenus
ODD	Objectif de développement durable
PNAP	Programme national d'affranchissement de la pauvreté
PPAF	Fonds pour la réduction de la pauvreté au Pakistan
S&E	Suivi-évaluation
SSYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact
UGP	Unité de gestion du programme

# Carte de la zone du programme

République islamique du Pakistan  
Programme national d'affranchissement de la pauvreté

Rapport du Président



Source : FIDA 24-07-2017



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

# République islamique du Pakistan

## Programme national d'affranchissement de la pauvreté

### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	République islamique du Pakistan
<b>Organisme d'exécution:</b>	Fonds pour la réduction de la pauvreté au Pakistan
<b>Coût total du programme:</b>	149,8 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	82,6 millions d'USD
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	Particulièrement favorables: délai de remboursement de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de 0,75% l'an
<b>Déficit de financement:</b>	17,3 millions d'USD
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	49,9 millions d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République islamique du Pakistan pour le Programme national d'affranchissement de la pauvreté, telle qu'elle figure au paragraphe 64.

## Proposition de prêt en faveur de la République islamique du Pakistan pour le Programme national d'affranchissement de la pauvreté

### I. Contexte stratégique et justification

#### A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Le Pakistan est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, avec un revenu moyen par habitant estimé à 1 512 USD. L'économie repose principalement sur le secteur des services, qui représente 59% du PIB. Vient ensuite l'agriculture, qui constitue 21% du PIB mais mobilise 44% de la main-d'œuvre nationale, suivie de l'industrie (20% du PIB). Le Pakistan est également le sixième pays le plus peuplé au monde (191 millions d'habitants), avec 61% de sa population (116 millions) vivant dans des zones rurales. D'après les prévisions, la population nationale devrait atteindre 302 millions d'habitants à l'horizon 2050. À l'heure actuelle, 32% des jeunes sont illettrés et seulement 6% d'entre eux possèdent des compétences techniques.
2. En 2008, l'État a réalisé une enquête nationale sur la pauvreté basée sur une fiche de notation de la pauvreté permettant d'évaluer les ménages sur une échelle de 0 à 100. Le groupe cible du FIDA concerne les ménages situés dans la tranche allant de 0 à 34 (environ 97 millions de personnes). En 2015, l'État a également redéfini le niveau du seuil de pauvreté, basé sur les calories, qui passerait de 2 350 roupies pakistanaises (PKR) à 3 030 PKR (environ 29 USD) par adulte par mois. À l'aune de cette nouvelle définition, 30% de la population totale (59 millions de personnes) a été définie comme pauvre et 20 millions de personnes supplémentaires ont été classées comme vulnérables.
3. La performance du Pakistan concernant la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement, comprenant l'éducation, l'égalité des sexes, la santé, la nutrition et la mortalité infantile, n'a pas été à la hauteur des attentes. Le pays a également adhéré aux nouveaux objectifs de développement durable (ODD), mais à moins d'entreprendre des efforts concertés dans cette optique, il est fort probable que ces objectifs ne soient pas atteints non plus. Dans le Pakistan rural, les femmes sont particulièrement désavantagées en matière d'accès aux services sociaux et aux moyens de subsistance de base.

#### B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le

##### COSOP axé sur les résultats

4. Les enseignements tirés de plusieurs programmes de réduction de la pauvreté ont montré que les interventions en matière de protection sociale et de réduction de la pauvreté, à l'image des transferts monétaires, ne suffisent pas à elles seules pour fournir une solution globale face à la nature complexe de la pauvreté rurale extrême. Le Pakistan dépense actuellement environ 1,2 milliard d'USD dans le cadre de transferts monétaires sans condition via le Programme Benazir de soutien

aux revenus (BISP). Pourtant, peu d'éléments indiquent que cela aide les 5,4 millions de ménages bénéficiaires à s'extraire de la pauvreté.

5. Néanmoins, certaines interventions pilotes menées à l'échelle mondiale, basées sur des modèles d'affranchissement de la pauvreté, ont obtenu des résultats positifs, à l'image du programme "Challenging the Frontiers of Poverty Reduction – Targeting the Ultra Poor", piloté par le Comité du Bangladesh pour le progrès rural (BRAC). En 2009, le programme "Social Safety Net – Targeting Ultra Poor" a été piloté au Pakistan avec l'appui du FIDA, sur le principe que les ménages les plus démunis nécessitent un appui adapté à leur situation et à leurs capacités pour pouvoir s'extraire de la pauvreté. Selon la situation de chaque ménage, cet appui prenait la forme de dons en espèces, d'aides alimentaires, d'emplois subventionnés, d'actifs productifs ou d'une combinaison de ces éléments. Cet appui permettait d'abord aux bénéficiaires de subvenir à leurs besoins élémentaires, puis de développer des sources de revenus durables, et enfin de s'extraire de la pauvreté. Au terme de l'intervention, des retombées significatives ont pu être observées statistiquement sur les 10 critères clés, de la sécurité alimentaire à la création d'actifs, en passant par le pouvoir de décision des femmes, la consommation et la santé mentale.
6. La théorie du changement considère que, moyennant un appui adéquat sur le plan de la réactivité et de la flexibilité, de nombreuses familles pauvres et extrêmement pauvres peuvent accéder à un meilleur niveau de vie. Ces familles auront ensuite la possibilité de recourir à d'autres moyens d'appui, notamment la microfinance. À la lumière des expériences déjà menées en matière de petites activités pilotes, il apparaît que de nombreux ménages bénéficiant du BISP disposent d'un potentiel intrinsèque qui peut les aider à s'extraire de la pauvreté à condition d'être correctement détecté et développé.
7. L'approche adoptée pour le Programme national d'affranchissement de la pauvreté (PNAP) associe trois éléments distincts: mobilisation sociale, développement des moyens de subsistance et inclusion financière. Le programme s'appuie sur les aspects les plus pertinents de chacune de ces composantes pour obtenir des résultats en associant efforts d'appui dédiés aux besoins immédiats et investissements à long terme en capital humain et en actifs. L'objectif est ainsi d'aider les ménages à s'extraire de la pauvreté extrême en accédant à des moyens de subsistance durables. Dans ce processus, le renforcement des capacités des organisations communautaires, au moyen d'un appui solide à la mobilisation sociale, jouera un rôle essentiel pour permettre aux ménages individuels d'accéder aux diverses possibilités qu'offrent les marchés, le secteur privé et l'État.
8. Le PNAP est conçu pour impulser le changement au niveau local afin d'aider la population à s'extraire de la pauvreté. Il ciblera principalement (mais pas exclusivement) les bénéficiaires du programme BISP et s'appuiera sur le dispositif de prêts sans intérêts du Premier ministre piloté par le Fonds pour la réduction de la pauvreté au Pakistan (PPAF). Le PNAP sera ainsi à même de fournir un service parfaitement coordonné, qui permettra aux plus pauvres de passer d'un appui aux besoins de consommation à des transferts d'actifs, à des prêts sans intérêts et enfin au microcrédit formel. Le dispositif de prêts sans intérêts du Premier ministre a été créé par le Gouvernement pakistanais en 2013 et vise à atteindre 1 million de personnes qui sont situées dans la tranche allant de 0 à 40 dans la fiche de notation de la pauvreté et qui ne sont pas en mesure d'accéder à la microfinance classique par le biais du marché.
9. Le programme est en adéquation avec les politiques du gouvernement relatives à la réduction de la pauvreté et à la protection sociale, ainsi qu'avec la Vision du Gouvernement pakistanais pour 2025, qui s'engage à réduire la pauvreté de moitié à l'horizon 2025, et avec d'autres dispositifs du Gouvernement pakistanais tels que le dispositif de prêts sans intérêts du Premier ministre. Le programme concorde également avec les objectifs 1, 2 et 3 du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et

avec les objectifs majeurs du programme d'options stratégiques pour le Pakistan 2016–2021, à savoir: i) promouvoir la transformation économique des ménages ruraux pauvres par l'élargissement et la transposition à plus grande échelle des approches d'affranchissement de la pauvreté, ii) renforcer les institutions et les politiques relatives au développement à direction communautaire et iii) renforcer la résilience au service de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

## II. Description du programme

### A. Zone d'intervention et groupe cible

10. Ce programme sera mis en œuvre à l'échelle mondiale. Afin de proposer un modèle à la fois représentatif à l'échelle nationale et évolutif, celui-ci couvrira 17 districts, avec une agence au sein des zones tribales sous administration fédérale, ainsi que 331 conseils ruraux. Les zones seront sélectionnées en tenant compte des ressources disponibles et de la nécessité d'obtenir des retombées tangibles.
11. Au regard des seuils définis par la fiche de notation de la pauvreté, les catégories de bénéficiaires du FIDA sont: les personnes extrêmement pauvres (tranche de 0 à 11); les personnes chroniquement pauvres (12-18); les personnes provisoirement pauvres (19-23); les personnes provisoirement vulnérables (24-34); et les personnes provisoirement non défavorisés (35-40).
12. Actuellement, les ressources disponibles dans le cadre du programme permettent de distribuer des actifs à 156 240 ménages se situant dans une tranche de 0 à 18 selon la fiche de notation de la pauvreté, qui constituent le groupe cible prioritaire pour les transferts d'actifs. Les ménages se situant dans une tranche allant de 12 à 40 forment le groupe cible devant être accompagné via un accès aux financements au moyen du dispositif de prêts sans intérêts du Premier ministre. Chaque prêt sera recyclé au moins trois ou quatre fois pendant la durée du programme et 214 000 prêts devraient être accordés à environ 160 000 ménages. Au total, le programme devrait toucher environ 320 000 ménages (soit plus de 2 millions d'individus).
13. La mobilisation sociale devrait générer d'autres avantages: les ménages œuvrant au sein des organisations communautaires et/ou bénéficiant des activités menées par ces organisations devraient également bénéficier de retombées positives en matière de santé, de nutrition et d'éducation dans leur village et à travers les partenariats développés et consolidés avec les services du secteur public et les marchés/le secteur privé. On estime que le nombre de bénéficiaires indirects du programme s'élèvera à 4,8 millions de personnes.

### B. Objectif de développement du programme

14. L'objectif de développement est d'aider les populations rurales pauvres, notamment les femmes et les jeunes, à exprimer leur potentiel de développement et à atteindre un niveau supérieur de bien-être social et économique au moyen d'un ensemble de mesures d'aide alliant réactivité et flexibilité.

### C. Composantes/résultats

15. L'objectif de développement et les résultats escomptés seront atteints par l'intermédiaire des deux composantes ci-après: i) l'affranchissement de la pauvreté et ii) la mobilisation sociale et la gestion de programme. Les résultats escomptés sont les suivants: i) amélioration des moyens de subsistance, des conditions de vie et des capacités à générer des revenus pour les ménages pauvres et les jeunes (au moyen d'actifs diversifiés), ii) niveau accru d'autonomisation socio-économique chez les femmes issues de ménages pauvres et extrêmement pauvres, avec une amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de leur famille, iii) amélioration de l'accès aux services financiers et aux possibilités d'investissement pour la population cible et iv) renforcement du dialogue et du partage de savoirs



sur les politiques favorables aux pauvres visant la réduction de la pauvreté et la résilience face au climat, en s'appuyant sur des données factuelles.

16. Composante 1: Affranchissement de la pauvreté. Cette composante s'articule autour de trois sous-composantes qui se renforcent mutuellement: 1.1) création d'actifs, 1.2) prêts sans intérêts et 1.3) formation aux moyens de subsistance pour les bénéficiaires de prêts sans intérêts.
17. Sous-composante 1.1: Création d'actifs. Les ménages se situant dans la tranche allant de 0 à 18 recevront une enveloppe (d'une valeur moyenne de 50 000 PKR) formée d'une série d'actifs et d'une formation portant sur les compétences nécessaires à leur utilisation. Ils se verront également proposer, en sus ou en guise d'alternative, une formation technique et professionnelle pouvant déboucher sur des possibilités de stage ou de travail indépendant dûment identifiées. Des actifs tangibles seront proposés aux personnes se situant dans la tranche allant de 0,0 à 16,17, lesquelles recevront des transferts monétaires sans conditions via le programme BISP au titre d'indemnités de consommation, tandis que des actifs intangibles seront proposés aux personnes se situant dans la tranche allant de 16,18 à 18,0.
18. Sous-composante 1.2: Prêts sans intérêts. Cette sous-composante est financée par le propre portefeuille de microfinance (sans intérêts) du Fonds pour la réduction de la pauvreté au Pakistan (PPAF). Elle appuiera à la fois les communautés cibles pauvres et non pauvres répondant aux conditions requises. Les bénéficiaires cibles se situeront dans la tranche allant de 12 à 40 sur la fiche de notation de la pauvreté.
19. Sous-composante 1.3: Formation aux moyens de subsistance pour les bénéficiaires de prêts sans intérêts. Cette sous-composante à vocation complémentaire vise à optimiser l'efficacité des actifs et des prêts sans intérêts transférés aux bénéficiaires cibles. Cette formation aidera ces derniers à exprimer tout leur potentiel pour mieux tirer parti des avantages des actifs et des prêts sans intérêts. Environ 157 000 emprunteurs recevront une formation sur les questions financières et sur les bases du développement d'activité et/ou d'entreprise.
20. Composante 2: Mobilisation sociale et gestion de programme. Ce programme suivra une approche fondée sur la mobilisation sociale, dûment expérimentée et éprouvée, appliquée au ciblage, à l'organisation et à la mise en œuvre au niveau local. À cet effet, le PPAF fera appel à des organisations partenaires nouvelles et existantes chargées d'exécuter les interventions du programme. Il pourrait s'agir de partenaires du programme d'appui rural et d'ONG déjà désignés par le PPAF afin d'exécuter ses interventions en matière de microfinance et au profit des pauvres. Cette composante promouvra l'engagement permanent auprès des communautés dans le cadre d'une approche de développement à assise communautaire. Les organisations communautaires au niveau des villages recevront un appui en matière de renforcement des capacités afin de participer aux activités du programme, en mettant l'accent sur l'autonomisation des femmes, la résilience face au changement climatique et la contribution à certains ODD spécifiques, notamment les ODD 3, 5, 13 et 16. Des personnes-ressources au niveau local seront également désignées au sein de chaque conseil rural puis formées afin de devenir des experts sectoriels ou institutionnels, de manière à fournir des services et un appui pertinents aux bénéficiaires cibles et aux institutions locales.

### III. Exécution du programme

#### A. Approche

21. L'approche du PNAP repose sur un modèle de développement à assise communautaire tripartite éprouvé, qui vise à développer et renforcer les institutions au profit des pauvres au niveau des villages et à fédérer celles-ci au niveau des

conseils ruraux. Ces institutions sont appelées à jouer un rôle central en tant que relais pour les besoins en matière de développement au niveau local et en tant qu'interlocuteurs pour l'exécution des interventions relatives au développement. Cette approche vise à encourager les communautés rurales à faire preuve de proactivité dans la collaboration avec les organismes de développement gouvernementaux et non gouvernementaux et dans la recherche de solutions à leurs problématiques de développement.

22. L'objectif de ce programme est de fournir à la tranche extrêmement pauvre de la population (tranche allant de 0 à 18 dans la fiche de notation de la pauvreté) un ensemble de filets de sécurité, d'interventions et de formations relatives aux moyens de subsistance. Les bénéficiaires recevront une aide au développement de leur activité qui comprendra la fourniture initiale d'actifs productifs sous forme de dons, le développement des compétences, la formation à la gestion d'actifs et la liaison avec le dispositif de prêts sans intérêts du Gouvernement pakistanais (pour les personnes se situant dans la tranche allant de 12 à 40 dans la fiche de notation de la pauvreté).
23. La mobilisation sociale sera intégrée à toutes les activités du programme. À travers cet appui conséquent, d'autres questions telles que l'égalité des sexes, la résilience face au changement climatique et la nutrition seront intégrées à toutes les activités du programme relatives aux investissements, au renforcement des capacités, à l'information et à l'éducation. Ce programme se distingue par l'importance qu'il accorde à la question de l'égalité des sexes: il contribue à promouvoir l'autonomisation économique, offrant aux hommes et femmes ruraux les mêmes possibilités de participer à des activités économiques rentables et d'en tirer parti, d'exprimer leur opinion et d'influencer leur organisation.

## B. Cadre organisationnel

24. Au niveau fédéral, la Division des affaires économiques de l'État pakistanais (Ministère des finances) sera le principal organisme de coordination pour l'accord de financement du FIDA au nom de l'emprunteur et facilitera par la suite la supervision et la révision du programme.
25. Le PPAF sera le principal organisme d'exécution du projet. Au sein du PPAF, une unité de gestion du programme (UGP) sera chargée de la planification, de la coordination, de l'exécution, du suivi et de l'établissement de comptes rendus. Les mécanismes d'appui et de supervision seront également fournis par d'autres unités telles que le suivi-évaluation (S&E), les médias et communications, les finances et la passation des marchés. Le Conseil d'administration du PPAF approuve les plans et budgets annuels du programme du PPAF et jouera un rôle identique concernant les plans annuels du PNAP.
26. Les activités sur le terrain seront exécutées par un réseau constitué de 40 organisations partenaires pour les sous-composantes 1.1 et 2.1, et de 15 organisations partenaires pour la sous-composante 1.2. Ces organisations partenaires seront sélectionnées sur la base des éléments suivants: présence existante dans le district cible; performances passées; portefeuille d'activités; et capacité et expérience en ce qui concerne les interventions du programme (mobilisation sociale, développement des moyens de subsistance et octroi de prêts sans intérêts). Le PPAF passera avec ces partenaires des accords fondés sur les résultats et les performances, en vertu desquels lesdits partenaires seront rémunérés sur la base d'indicateurs de performance préétablis.

## C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

27. Le plan de travail et budget annuel, préparé en concertation avec les divers partenaires d'exécution, constitue le principal instrument de planification pour la

mise en œuvre et la gestion du programme. Le budget et les dépenses seront examinés chaque trimestre afin de valider la réalisation des objectifs.

28. Les résultats du programme seront mesurés au niveau des activités, des extrants, des processus, des résultats et des impacts. Ils seront comparés à des indicateurs fournis dans le cadre logique. Le système sera orienté par le Système de gestion des résultats et de l'impact (SSYGRI) du FIDA. Le plan détaillé de S&E sera défini au début du programme. Le système consolidé de planification et de S&E sera achevé et mis en service, en concertation avec tous les partenaires d'exécution, dans les six mois suivant le démarrage du programme. Il fera partie intégrante d'un système général d'information, de gestion des savoirs et de communication qui fournira en temps utile des informations exactes sur l'état d'avancement de l'exécution ainsi que des données qui faciliteront la prise de décisions par la direction. Dans la mesure du possible, tous les indicateurs seront ventilés par sexe et statut socioéconomique/catégorie BISP, de manière à pouvoir juger correctement si le programme atteint les bénéficiaires visés.
29. Un système de gestion des savoirs sera établi. Celui-ci permettra au programme de générer, d'enregistrer, de partager et de diffuser les informations et savoirs pertinents aux différentes parties prenantes en temps voulu. Ce système sera utilisé comme outil de partage des savoirs et sera rattaché au site web du FIDA Asie. Les informations essentielles provenant des études, examens, visites d'information, enseignements et meilleures pratiques en matière de S&E seront diffusées au moyen de divers supports d'information tels que des bulletins, des publications, des études de cas et des rapports.

#### D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

30. Une évaluation des capacités et des risques en matière de gestion financière a été réalisée conformément aux lignes directrices arrêtées par la Division des services de gestion financière du FIDA. Globalement, le risque relatif à la gestion financière est jugé élevé. Toutefois, l'évaluation a estimé qu'après la mise en œuvre des mesures d'atténuation nécessaires, le risque résiduel était moyen. Compte tenu du score de 32 obtenu par le Pakistan d'après l'indice 2016 de perception de la corruption de Transparency International, le risque de corruption est jugé moyen. La conception du programme comporte des risques intrinsèques: une couverture nationale et des zones cibles dispersées géographiquement, une décentralisation des fonds et la participation de nombreuses organisations partenaires à la phase d'exécution. Ces risques seront en grande partie atténués par un mécanisme de sélection solide et transparent d'organisations partenaires compétentes, par un recours continu et systématique à la formation et au renforcement des capacités en matière de gestion financière pour les organisations partenaires retenues, sous la conduite du PPAF, par le suivi sur le terrain ainsi que par des mécanismes d'audit internes et externes, tels que décrits ci-dessous.
31. En tant que principal organisme d'exécution, le PPAF est chargé de superviser la mise en œuvre du programme par ses organisations partenaires. Une UGP dédiée sera établie au sein de la structure globale du PPAF. Elle sera constituée de professionnels de la gestion financière, du suivi et de la passation des marchés. Le groupe du PPAF chargé de la gestion financière et des questions institutionnelles et l'unité chargée de la passation des marchés fourniront un appui et un encadrement à l'UGP afin d'assurer la bonne mise en œuvre du programme. L'équipe de gestion financière de l'UGP sera formée de spécialistes financiers qualifiés et de quatre responsables financiers en charge de l'appui et du suivi des comptes des organisations partenaires.
32. Dispositions relatives aux décaissements et flux de fonds. Les fonds du FIDA libellés en dollars des États-Unis seront versés sur un compte bancaire spécifique au projet, ouvert auprès de la Banque nationale du Pakistan. Les fonds seront convertis en monnaie locale, en appliquant le taux de change en vigueur à la date

de réception. La part de toutes les dépenses admissibles imputables au FIDA sera payée avec ce compte en roupies pakistanaises.

33. Les décaissements en roupies pakistanaises effectués en faveur des organisations partenaires, sur le compte désigné ouvert pour chaque accord de financement, seront fondés sur les plans d'exécution contenus dans l'accord de financement signé avec les organisations partenaires. Le premier versement de chaque accord de financement sera versé sous forme d'avance conformément au plan d'exécution. Les versements suivants seront soumis aux rapports trimestriels validés sur le terrain par l'équipe de suivi financier.
34. Les fonds de contrepartie destinés aux prêts sans intérêts et aux organisations partenaires ont déjà été apportés par le PPAF et le Gouvernement pakistanais, notamment la composante relative aux prêts et les coûts opérationnels concernant les organisations partenaires. Il sera demandé à ces organisations d'ouvrir un compte bancaire séparé destiné au remboursement de fonds issus du portefeuille déjà engagé dans le cadre du dispositif de prêts sans intérêts du Premier ministre. Ces ressources seront ensuite mobilisées pour être prêtées aux emprunteurs du programme dans la catégorie crédit, y compris les fonds renouvelables ultérieurs.
35. L'UGP préparera la demande de retrait relative à la reconstitution du compte désigné et soumettra celle-ci au FIDA à chaque trimestre. Ces procédures de décaissement seront spécifiées dans la lettre à l'emprunteur.
36. Afin que le programme puisse démarrer en temps voulu, un financement rétroactif de 350 000 USD est prévu. Ce montant couvrira les dépenses admissibles engagées après validation du Conseil d'administration, telles que les frais de publicité et les versements anticipés effectués dans la catégorie des services de consultation, concernant l'achat de services rendus par des organisations tierces pour des enquêtes de référence et l'évaluation des organisations partenaires proposées.
37. Contrôles internes. Les contrôles internes sont détaillés dans le manuel financier du PPAF et le manuel des opérations qui seront utilisés pour ce programme. Ces manuels seront également mis à jour avant leur entrée en vigueur, de manière à intégrer les changements relatifs au nouveau mécanisme de transmission d'informations des organisations partenaires et au nouveau mécanisme de suivi de l'UGP et du PPAF, conformément au document de conception. Ces manuels précisent de manière claire la séparation des tâches et l'identification des rôles et responsabilités du personnel.
38. Systèmes, politiques et procédures de comptabilité. Les comptes du PPAF sont stockés dans le logiciel de comptabilité basé sur SQL. Le système informatique de gestion financière conserve les données via différents programmes, répondant ainsi aux exigences légales et à celles des donateurs en matière d'information. Le système existant servira à tenir les comptes pour ce programme. Le module budgétaire sera mis en service avant l'entrée en vigueur du programme. Les comptes seront tenus sur la base des droits constatés et les états financiers réglementaires seront préparés conformément aux Normes internationales d'information financière et aux Normes comptables internationales, selon qu'il convient au Pakistan. Les états financiers spécifiques au programme seront préparés conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public.
39. Information financière. L'UGP sera chargée de préparer les rapports, notamment les comptes rendus mensuels destinés à la direction supérieure du PPAF et au comité de pilotage afin de faciliter la prise de décisions par la direction, ainsi que les rapports financiers intermédiaires trimestriels destinés au FIDA.
40. Les organisations partenaires soumettront des rapports à l'UGP/au PPAF, notamment sous la forme de comptes rendus trimestriels sur leurs progrès et leurs

dépenses via un système informatique de gestion en ligne, ainsi que des états de dépenses semestriels vérifiés.

41. Audit. Le PPAF possède une unité d'audit interne, qui examinera le programme dans le cadre de son plan de travail annuel. Outre les audits réalisés par le personnel interne chargé de l'audit, certaines activités d'audit pourront être confiées à un cabinet externe d'experts-comptables. Ces activités s'ajouteront au fonctionnement global de l'unité d'audit interne et permettront de vérifier de manière plus large l'utilisation des fonds par les bénéficiaires finaux prévus.
42. Les comptes du PPAF font l'objet d'audits annuels réalisés par un cabinet d'experts-comptables. Outre l'audit réglementaire, le Vérificateur général du Pakistan, dont le mandat aura été approuvé chaque année par le FIDA, procèdera à des audits annuels du programme.
43. Taxes et impôts. Il serait complexe et irréaliste pour l'État de recouvrer des taxes dans le cadre de ce programme. Ainsi, les fonds du prêt du FIDA couvriront les taxes, à l'exception des droits et taxes sur les importations, le cas échéant. Dans le cadre du troisième projet multisectoriel avec la Banque mondiale, achevé en mars 2016 et mis en œuvre par le PPAF, toutes les taxes ont été financées à partir des ressources de la Banque mondiale.
44. Passation des marchés. Toutes les passations de marchés normalisées pouvant être regroupées, notamment celles concernant les équipements et les véhicules, seront conduites directement par le PPAF ou sous la supervision du PPAF s'agissant des passations de marchés relatifs aux organisations partenaires. Les plans annuels de passation des marchés serviront de référence pour tous les marchés, en conformité avec le plan de travail et budget annuel dûment approuvé, toutes les passations de marchés devant être exécutées aux termes des Directives du FIDA pour la passation des marchés. Les marchés de biens, de travaux et de services à financer sur le produit du prêt ou du don du FIDA seront conformes à la lettre à l'emprunteur et aux principes spécifiques précisés dans le manuel d'exécution du programme.
45. Gouvernance. Toutes les passations de marchés de biens, de travaux et de services utilisant des ressources fournies ou administrées par le FIDA exigent la constitution d'un dossier d'appel d'offres. Tous les contrats comprendront une disposition en vertu de laquelle les prestataires, les sous-traitants et les consultants sont tenus au respect du principe de tolérance zéro du FIDA en matière de corruption et devront autoriser le FIDA à inspecter leurs comptes, registres et autres documents relatifs à la soumission de l'offre et à l'exécution du contrat.

## E. Supervision

46. Le FIDA supervisera directement le programme. Au moins une mission de supervision sera organisée chaque année, avec la participation du gouvernement. L'accent sera mis sur une fréquence accrue des missions d'appui à l'exécution, en particulier pendant le démarrage et au cours des deux premières années d'exécution. Un examen à mi-parcours devra être effectué au cours de la troisième année.

## IV. Coût, financement et avantages du programme

47. Le déficit de financement de 17,3 millions d'USD pourra être financé par des cycles ultérieurs du Système d'allocation fondé sur la performance (en vertu de conditions de financement à définir et sous réserve de procédures internes et de l'approbation ultérieure du Conseil d'administration) ou par un cofinancement identifié pendant l'exécution.

### A. Coût du programme

48. Le total des dépenses d'investissement et des charges récurrentes sur la période d'exécution de six ans, y compris les provisions pour aléas techniques et financiers,

est estimé à 149,8 millions d'USD. Le tableau 1 détaille les coûts indicatifs du programme par composante et par source de financement, tandis que le tableau 2 donne la répartition indicative des coûts par catégorie de dépenses et par source de financement.

Tableau 1  
**Coûts du programme/projet par composante et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Déficit de financement		Emprunteur/ contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Affranchissement de la pauvreté	65 700	50,2	15 200	11,6	49 900	38,1	130 800
2.1 Mobilisation sociale	7 200	100	-	-	-	-	7 200
2.2 Gestion du programme	9 600	81,8	2 100	18,2	-	-	9 600
<b>Total</b>	<b>82 600</b>	<b>55,1</b>	<b>17 300</b>	<b>11,6</b>	<b>49 900</b>	<b>33,3</b>	<b>149 800</b>

## B. Financement du programme

49. Le FIDA accordera un prêt d'un montant de 82,6 millions d'USD à des conditions particulièrement favorables, à titre de financement du coût total du programme. La contribution du Gouvernement pakistanais s'élève à 49,9 millions d'USD à travers le dispositif de prêts sans intérêts du Premier ministre (fonds gouvernementaux déjà engagés), qui est administré par le PPAF.

Tableau 2  
**Coûts du programme/projet par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Déficit de financement		Emprunteur/ contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Dons et subventions	59 800	81,5	13 600	18,5	-	-	73 400
2. Crédit	-	-	-	-	49 900	100	49 900
3. Formation	13 100	89,1	1 600	10,9	-	-	14 700
4. Services de consultation	900	76,2	300	23,8	-	-	1 200
5. Dépenses de fonctionnement	8 700	82,5	1 900	17,5	-	-	10 600
<b>Total</b>	<b>82 600</b>	<b>55,1</b>	<b>17 300</b>	<b>11,6</b>	<b>49 900</b>	<b>33,3</b>	<b>149 800</b>

## C. Résumé des avantages et analyse économique

50. Le programme vise à accroître les revenus et à améliorer la qualité de vie de quelque 320 000 ménages ruraux pauvres. Il générera trois avantages: i) augmentation du revenu pour 60% des bénéficiaires d'actifs tangibles et intangibles, ii) augmentation du revenu pour au moins 50% des emprunteurs de prêts sans intérêts et iii) augmentation du revenu en raison de l'amélioration de la nutrition et de l'adoption de mesures d'atténuation face au changement climatique (30%). Le programme luttera contre la pauvreté rurale au moyen de transferts d'actifs et de prêts sans intérêts. Au total, 156 240 ménages recevront des actifs productifs, ce qui leur permettra de renforcer leur base de ressources et d'améliorer leur position sur l'échelle de la pauvreté. Les actifs productifs aideront également les ménages à percevoir d'autres revenus. Plus de 150 000 ménages devraient recourir aux prêts sans intérêts. Ceux-ci permettront d'acheter des actifs productifs ou serviront de fonds de roulement, multipliant ainsi les possibilités de créer des moyens de subsistance plus diversifiés et durables. Le programme possède une composante de mobilisation sociale visant au renforcement des capacités à l'appui des ODD clés, notamment en matière de santé, de nutrition, d'environnement, d'égalité des sexes et de gestion des risques de catastrophe.

51. L'analyse économique tient compte du coût économique total du programme (126,412 millions d'USD) et des avantages économiques pour les bénéficiaires sur une période de 18 ans, à un taux d'actualisation de référence de 11,1%. Le taux de rentabilité économique interne pour l'investissement proposé a été calculé à 34%, pour une valeur actuelle nette de 94 millions d'USD. Selon l'analyse de sensibilité, le taux de rentabilité économique interne a été jugé solide, sans rendements négatifs.

#### D. Durabilité

52. La durabilité est inscrite au programme comme élément essentiel à toutes les composantes. Les organisations partenaires sont basées en permanence dans les zones cibles et sont sélectionnées en fonction de leur présence et de leurs activités dans les districts concernés par le programme. De très nombreux éléments semblent indiquer qu'une fois le programme achevé, ces partenaires continueront d'accompagner certaines activités mises en œuvre au cours du programme.
53. Au stade de la conception, plusieurs aspects fondamentaux améliorent les perspectives du programme en matière de durabilité et intègrent d'emblée la stratégie de retrait : i) le renforcement des institutions au niveau local pour favoriser la prise en compte des priorités de développement socio-économique, ii) le développement de ressources locales par la création d'un réseau de personnes-ressources à l'échelle locale, qui pourront agir en qualité de relais locaux pour la transmission de savoirs et d'expertise technique, iii) l'appui à la consommation et à l'amélioration des revenus par l'apport d'actifs assortis de compétences idoines et le développement de groupes productifs et d'intérêt commun capables d'apporter une valeur ajoutée et d'accéder plus facilement aux marchés, iv) l'établissement de forums et de stratégies au niveau des districts afin d'impliquer toutes les parties prenantes (notamment les différents échelons de l'État, les donateurs, les ONG, les acteurs de la société civile et du secteur privé), qui prennent en considération les possibilités et défis de chaque district et identifient les possibilités de tirer parti des investissements déjà réalisés afin de constituer un capital social et v) la participation à l'élaboration des politiques afin de renforcer le programme de protection sociale visant à aider les bénéficiaires du BISP à s'extraire de la pauvreté.

#### E. Identification et atténuation des risques

54. Malgré l'existence de risques en matière de sécurité, les zones identifiées pour les investissements du FIDA sont relativement stables et permettent de circuler librement. En ce qui concerne le portefeuille, bien que le FIDA attribue au Pakistan un risque intrinsèque élevé en matière de gestion financière, ce risque est considérablement atténué du fait que le PPAF soit l'organisme d'exécution principal du programme. Le PPAF dispose d'un système de gestion financière solide et efficace s'appliquant à l'échelle du programme tout entier, englobant le PPAF, ses organisations partenaires et les institutions locales. Les risques liés à la faiblesse des capacités et à l'insuffisance des procédures sont également atténués par la présence d'une UGP dédiée, intégrée à la structure de gestion du PPAF, et par le recours aux procédures du PPAF.

### V. Considérations d'ordre institutionnel

#### A. Respect des politiques du FIDA

55. Le programme est en adéquation avec les objectifs 1, 2 et 3 du Cadre stratégique du FIDA. Il est à noter que ce programme est particulièrement adapté aux politiques et stratégies du FIDA en matière de ciblage, d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, et qu'il respecte les procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique. L'approche du programme concorde également avec la priorité du FIDA qui consiste à transposer à plus grande échelle les interventions couronnées de succès.

## B. Alignement et harmonisation

56. Le programme est en totale adéquation avec les politiques du Gouvernement pakistanais relatives à la réduction de la pauvreté et à la protection sociale, ainsi qu'avec la Vision du Gouvernement pakistanais pour 2025 qui s'engage à réduire la pauvreté de moitié à l'horizon 2025. Les objectifs et interventions du programme contribuent directement à l'ODD 1 (Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes partout dans le monde) et à l'ODD 2 (Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable). Ils apporteront aussi une contribution à l'ODD 5 (Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles) et à l'ODD 13 (Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre le changement climatique et ses répercussions).

## C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

57. Le programme continuera d'élargir la portée du modèle d'affranchissement de la pauvreté au moyen d'éléments innovants, tout en étant représentatif de l'effort concerté visant à transposer à l'échelle nationale les interventions précédentes en matière de réduction et d'affranchissement de la pauvreté. Outre le modèle d'affranchissement de la pauvreté, plusieurs domaines clés seront concernés par l'innovation et la transposition à plus grande échelle, à savoir: la facilitation des financements ruraux et relatifs à la chaîne de valeur, l'aide aux femmes et aux jeunes en matière de création d'activité et de recherche d'emploi rémunérateur au Pakistan ou à l'étranger, l'établissement de liens avec le secteur privé et l'État, la promotion des activités entrepreneuriales et le renforcement des capacités. Le programme donnera également lieu à des collaborations avec des instituts de recherche, des donateurs et des institutions universitaires dans plusieurs domaines (apprentissage et conception d'interventions et d'expérimentations en lien avec le programme). Parmi ceux-ci figurent notamment le Groupe de la recherche sur le développement de la Banque mondiale et l'organisation à but non lucratif Innovations for Poverty Action. Le programme encouragera la production d'études de cas sélectionnées et de documents d'analyse portant sur les meilleures pratiques et les enseignements tirés.

## D. Participation à l'élaboration des politiques

58. Le programme appuiera notamment le modèle d'affranchissement de la pauvreté du Gouvernement pakistanais en établissant des liens avec le BISP et ses bénéficiaires. L'une des retombées positives à long terme pour le programme de protection sociale du Gouvernement pakistanais sera l'affranchissement de la pauvreté pour plus de 77 000 bénéficiaires du BISP, qui seront suivis pendant toute la durée du programme afin de mesurer l'évolution de leur note de pauvreté après avoir reçu des actifs et une formation professionnelle. En adhérant au BISP et en appuyant la mise à jour régulière des notes de pauvreté des bénéficiaires du BISP, le Gouvernement pakistanais pourra mettre en œuvre un plan visant à réduire le nombre de ménages inscrits répondant aux conditions applicables aux transferts monétaires, nombre qui s'élève actuellement à 5,4 millions.
59. Le PNAP vise à impliquer les responsables politiques et à exercer une influence pour encourager la juste reconnaissance des éléments factuels mis en évidence au travers des études et leur intégration aux pratiques et mesures au profit des pauvres au stade de la conception. Le programme maintiendra à ce titre une relation constante avec les responsables politiques à l'échelon fédéral et provincial. Dans cette optique, le bulletin trimestriel du PPAF, Development Dialogue, comportera des articles et des tribunes libres sur le PNAP, en mettant l'accent sur les enseignements tirés et les résultats obtenus sur différentes périodes de référence.
60. Par ailleurs, des tables rondes et des journées de réflexion sur les politiques seront organisées à l'échelon provincial et fédéral afin de présenter les enseignements tirés des études, partager les meilleures pratiques, défendre les politiques menées



au profit des pauvres et procéder à des changements fondés sur des éléments factuels.

## VI. Instruments et pouvoirs juridiques

61. Un accord de financement entre la République islamique du Pakistan et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
62. La République islamique du Pakistan est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
63. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## VII. Recommandation

64. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République islamique du Pakistan un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant de quatre-vingt deux millions six cent mille dollars des États-Unis (82 600 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Gilbert F. Hougbo

# Negotiated financing agreement: "National Poverty Graduation Programme"

(Negotiations concluded on 25 July 2017)

Loan Number:

Programme Title: National Poverty Graduation Programme ("the Programme")

The Islamic Republic of Pakistan (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

## Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2).and the special covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

## Section B

1. The amount of the Loan is eighty two million six hundred thousand US dollars (USD 82 600 000).
2. The Loan is granted on highly concessional terms, and shall be free of interest but bear a service charge of three fourths of one per cent (0,75%) per annum payable semi-annually in the Loan Service Payment currency, and shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years, starting from the date of the approval of the Loan by the Fund's Executive Board.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States Dollar (USD).
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be the 1 July.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 1 January and 1 July.

6. There shall be one Designated Account denominated in USD (the "Designated Account") opened by the Borrower at the National Bank of Pakistan (NBP), through which the proceeds of the IFAD Financing shall be channelled.

7. The Borrower shall make the loan proceeds available as a grant to the Lead Programme Agency, for implementation of the Programme.

8. The Borrower through the Pakistan Poverty Alleviation Fund (PPAF) shall provide a counterpart financing for the Programme in an amount equivalent to fifty million dollars (USD 50 000 000) from the Prime Minister Interest Free Loan (PMIFL) already deployed in order to provide interest free loan through Partner Organizations (POs) to eligible beneficiary households.

#### Section C

1. The Economic Affairs Division (EAD) of the Ministry of Finance shall be the main coordinating body on behalf of the Borrower.

2. The Lead Programme Agency shall be PPAF.

3. The Programme Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

#### Section D

The Loan will be administered and the Programme supervised by the Fund.

#### Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:

- (a) The Subsidiary Financing Agreement between the LPA and the Borrower has been amended, suspended or terminated without the prior consent of the Fund;
- (b) Any key PMU staff has been appointed, transferred or moved from the Programme Management Unit (PMU) without the prior consent of the Fund; and
- (c) The Programme Implementation Manual ("PIM"), or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (i) A Subsidiary Financing Agreement has been signed between the Borrower and PPAF in order to appoint PPAF as the Lead Programme Agency (LPA) for the implementation of the Programme;
- (ii) The key PMU staff for the implementation of the Programme, as described in the Schedule 1, has been appointed with terms of reference and qualifications acceptable to the Fund; and

- (iii) The existing PIM as described in section II of Schedule 1, has been updated in form and substance satisfactory to the Fund.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Secretary, Economic Affairs Division  
Ministry of Finance, Revenue, Economic Affairs,  
Statistics and Privatization  
C Block, Pak Secretariat  
Islamabad, Pakistan

For the Fund:

The President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the English language in two(2) original copies, one (1) for the Fund and one(1) for the Borrower.

ISLAMIC REPUBLIC OF PAKISTAN

\_\_\_\_\_  
(Authorized Representative)

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
President

## Schedule 1

### Programme Description and Implementation Arrangements

#### I. Programme Description

1. Programme Area. The Programme will have a national geographic area with a focus on the poorest districts.
2. Target Population. The Programme shall benefit households categorized on the basis of the Poverty Score Card (PSC) targeting a primary target group for assets transfers and another group for access to finance, both providing to the programme an approximate beneficiary number of 320,000 households.
3. Goal. The goal of the Programme is to assist the ultra-poor and very poor in graduating out of poverty on a sustainable basis; simultaneously improving their overall food security, nutritional status and resilience to climate change.
4. Objective. The development objective of the Programme is to enable the rural poor and especially women and youth to realize their development potential and attain a higher level of social and economic wellbeing through a proven flexible and responsive menu of assistance.
5. Components. Programme shall consist of the following Components:

Component 1: Poverty graduation. This Component shall consist of three mutually reinforcing sub-components as follows:

Sub-component 1.1: Asset creation. This sub-component will aim at transferring assets and relevant skills training to beneficiaries in selected Union Councils (at district level) having some potential for employment or entrepreneurial competencies and depending on their categorization identified through the PSC. In addition, this sub-component will support the establishment of Community platforms to promote socio-economic activities.

Sub-component 1.2: Interest Free Loan (IFL). This sub-component will aim at supporting both eligible non-poor and poor in the target communities and leverage non-interest bearing products as per existing eligibility criteria under the PMIFL as described in the PIM.

Sub-component 1.3: Training of Livelihood and IFL Beneficiaries. This sub-component will aim at enhancing the effectiveness of the assets and IFL transferred to the target beneficiaries. The trainings on financial literacy and enterprise development would enable the target beneficiaries to harness their potential to maximize the benefits from the given assets and interest free loans.

Component 2: Social Mobilization and Programme Management.

Component 2 consists of two sub-components as follows:

Sub-component 2.1: Social Mobilization. This sub-component will be supported to finance a tested and proven social mobilization based approach to beneficiary targeting, community organization and mobilization and implementation in which PPAF will engage existing and new suitable partners in all selected target areas for the delivery of Programme interventions.

Sub-component 2.2: Programme Management. This sub-component covers the dedicated management structure for the programme within PPAF and its related delivery costs. It will also finance activities such as impact assessments, UC baseline surveys and district level market analysis that inform the other Programme components.

## II. Implementation Arrangements

### A. Organisation and Management

#### (i) At Federal Level

6. Executive Agency. The Economic Affairs Division (EAD) of the Ministry of Finance shall be the main coordinating body on behalf of the Borrower and shall facilitate subsequent programme supervision and review.

7. Lead Programme Agency (LPA). The PPAF shall be the LPA and shall have the overall responsibility for the implementation of the Programme.

8. Programme Management Unit (PMU).

8.1 Establishment and composition. A PMU shall be established within PPAF, headed by a Programme Manager (PM) and shall include sector specialists, PO relationship managers, and support staff. The Key PMU staff comprises the Programme Manager (PM), Finance Manager and M&E Manager.

8.2 Responsibilities. The PMU shall be responsible for planning, coordination, implementation, monitoring and reporting.

#### (ii) At field level

9. Implementing Partners. Field activities will be implemented by a network of POs engaged on the basis of their existing presence in the target district, past performance and existing portfolio of activities through a rigorous selection process initiated in the pre-inception phase. PPAF shall enter into output and performance based agreements with these partners.

### B. Implementation of programme components

10. Component 1. Poverty graduation. Based on the geographical distribution of the Programme, and the pool of resources available, POs will be selected through a rigorous process, as outlined in the PIM, to implement the social mobilization and asset transfer activities. The LPA shall enter into contractual agreements with its POs and Implementation Plans (IPs) shall be developed upon signing of the agreements.

11. Component 2. Social Mobilization and Programme Management. Activities under this component will be directly managed by the LPA using third party firms/consultants for specific activities such as baseline data collection, market analysis or any requested activities, whereas orientation and capacity building of POs on programme implementation activities will be conducted by PMU.

C. Mid-Term review (MTR).

12. A MTR shall be conducted at the end of the third year of the Programme implementation to assess the progress, achievements, constraints of programme activities and make recommendations and necessary adjustments for the remaining programme period. The MTR shall be carried out jointly by the LPA, the Borrower and IFAD.

D. Programme Implementation Manual (PIM).

13. The LPA shall updated the existing PIM in a form acceptable to the Fund including among other arrangements: (i) institutional coordination and day-to-day execution of the Programme; (ii) Programme budgeting, disbursement, financial management, procurement, monitoring and evaluation, reporting and related procedures; (iii) detailed description of implementation arrangements for each Programme component; and (iv) such other administrative, financial, technical and organizational arrangements and procedures as shall be required for the Programme.

## Schedule 2

## Allocation Table

1. Allocation of Loan Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in USD)	Percentage of eligible expenditures to be financed (inclusive of Taxes)
I. Grants and Subsidies	53 900 000	100
II. Training and workshops	11 800 000	100
III. Consultancies	800 000	100
IV. Operating Costs	7 850 000	100
Unallocated	8 250 000	100
<b>TOTAL</b>	<b>82 600 000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

Category I "Grants and Subsidies" covers inter alia, tangible; and intangible assets transfers.

Category IV "Operating Costs" covers inter alia, recurrent and overhead costs; and audits costs. The PPAF and POs recurrent and overhead costs including salaries and allowances will be covered through a fixed percentage (4% for PPAF and 8% for POs) of the eligible expenditures incurred under categories I, II and III.

(i) Retroactive Financing. As an exception to Section 4.08(a)(ii) of the General Conditions, specific eligible expenditures up to the equivalent of three hundred and fifty thousand United States Dollar (USD 350 000) incurred after 20 September 2017 but before the entry into force of this Agreement may be pre-financed by the Government and reimbursed from the Financing after the Financing Agreement has entered into force and the conditions precedent to withdrawal have been met. These specific eligible expenditures consist of procurement of services by third party organizations for baseline and evaluation of POs proposals under Category III (Consultancies).



## Schedule 3

### Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme:

1. *Performance-Based Agreements.* The LPA shall enter into performance-based agreements with contracted POs, and any other party competitively selected by the LPA to participate in the Programme, as acceptable to the Fund. Each performance-based agreement shall specify the scope of the work to be undertaken by such entity(ies), expected deliverables, estimated budget for specific activities, modalities for the implementation of any sub-contracted activities, as well as quantified deliverables, including gender and inclusion target and indicators.

2. *Taxes.* Given that the Borrower has informed the Fund in writing that (i) it is not possible to exempt the Programme from certain taxes under this Programme and (ii) the World Bank's country financing parameters permit the financing of such taxes, taxes will be covered by the proceeds of the Financing with the exception of import taxes and duties if applicable and to the extent that there are not "*excessive, discriminatory or otherwise unreasonable*".

*Gender.* The Borrower shall ensure that this programme will contribute to the promotion of social and economic empowerment of poor rural women, men and youth through its programme activities that enhance access to economic opportunities and support women's empowerment.

## Logical framework

Results Hierarchy	Indicators	Targets			Means of Verification			Assumptions
		Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Resp.	
<b>Goal:</b> To assist the ultra-poor and very poor in graduating out of poverty on a sustainable basis; simultaneously improving their overall food security, nutritional status and resilience to climate change	<ul style="list-style-type: none"> <li>At least 160,000 households (hhs) receiving support under the BISP programme have graduated out of the programme by project end</li> </ul>	0	64,000 hhs	160,000 hhs	Impact surveys <sup>1</sup>	Mid-term and completion	PPAF	
<b>Development Objective:</b> To enable the rural poor and especially women and youth, to realize their development potential and attain a higher level of social and economic wellbeing	<ul style="list-style-type: none"> <li>No. of households receiving project services <sup>(RIMS 1.a)</sup></li> </ul>	95,000	200,000	<b>320,000</b> <i>Of which at least 60% women and 30% youth<sup>2</sup></i>	Implementing Partners' records and progress reports	Quarterly	PPAF and POs	<ul style="list-style-type: none"> <li>No major natural disasters in project districts</li> <li>Stable political, economic and security situation</li> <li>Timely sharing of BISP PSC data</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>93,000 hhs in PSC 0-18 receiving asset transfers, move to a higher PSC band, of which 31,000 hhs move to a PSC band of +24 (official poverty level)</li> </ul>	0	40,000 hhs	93,000 hhs	<ul style="list-style-type: none"> <li>Annual Outcome Surveys</li> <li>Impact surveys</li> <li>PSC survey for poverty graduation tracking by POs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Annually, after mid-term</li> <li>Mid-term and completion</li> </ul>	PPAF and POs	
<b>Outcome 1:</b> Improved livelihoods, living conditions and income-generative capacities for poor households and the youth	<ul style="list-style-type: none"> <li>93,000 persons (of which at least 30% are women and 30% youth) newly employed/self-employed after receiving tangible/intangible assets</li> </ul>	0	30,000	93,000	<ul style="list-style-type: none"> <li>Annual Outcome Surveys</li> <li>Impact surveys</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Annually, after mid-term</li> <li>Mid-term and completion</li> </ul>	PPAF and POs	<ul style="list-style-type: none"> <li>No major natural disasters in project districts</li> <li>Stable political, economic and security situation</li> </ul>
<b>Outputs:</b> 1.1 Provision of assets	<ul style="list-style-type: none"> <li>93,000 households experience 30% increase in income as a result of productive use of assets and access to working capital</li> </ul>	0	30,000 hhs	93,000 hhs	Implementing Partners' records and progress reports	Quarterly	PPAF and POs	<ul style="list-style-type: none"> <li>No major natural disasters in project districts</li> <li>Stable political, economic and security situation</li> </ul>
1.2 Provision of trainings (i.e. functional literacy, skills, vocational and business/ asset management training)	<ul style="list-style-type: none"> <li>No. of persons receiving vocational and business development training <sup>(RIMS 2.1.2)</sup></li> </ul>	0	88 000	140 000	Implementing Partners records and progress reports	Quarterly	PPAF and POs	Young women and men's motivation to acquire professional skills remains high

<sup>1</sup> Using the BISP Poverty Score Card methodology and database

<sup>2</sup> National definition of youth is people aged between 15 to 29

Results Hierarchy	Indicators	Targets			Means of Verification			Assumptions
		Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Resp.	
<b>Outcome 2:</b> Women from ultra-poor and poor households experience higher levels of socioeconomic empowerment and their families experience improved nutrition and food security	▪ At least 60% of project inputs provided to hhs are geared to women-related activities	0	40%	60%	- Annual Outcome Surveys - Impact surveys	- Annually, after mid-term - Mid-term and completion	PPAF and POs	Communities and tribal elders fully cooperate to ensure women's participation in programme activities
	▪ 192,000 hhs (60% of total) reporting improved quality of their diet <sup>(RIMS 1.2.8)</sup>	0	128,000 hhs	192,000 hhs (60% of hhs)				
<b>Outputs:</b> 2.1 Community institutions provided with capacity-building support on issues related to gender, nutrition/ malnutrition prevention (behavior), climate risk management	▪ No. of community institutions supported and trained in gender issues, nutrition promotion and climate risk management	0	30 000 (+2500 CRPs)	32 000 (+2900 CRPs)	PO records and progress reports	Quarterly	POs	Community willingness and interest
2.2 Provision of women-centric awareness/ sensitization sessions on nutrition, climate resilience, gender, peace and justice, etc.	▪ 192,000 women attending sensitization sessions	0	128 000	192 000	PO records and progress reports	Quarterly	POs	Communities and tribal elders fully cooperate to ensure women's participation in programme activities
<b>Outcome 3:</b> Target populations have improved access to financial services and investment opportunities	▪ Percentage of IFL clients with 30% increase in monthly incomes		10%	50%	- Annual Outcome Surveys - Impact surveys - PSC survey for poverty graduation tracking by POs	- Annually, after mid-term - Mid-term and completion	PPAF and POs	Capacity of POs for reaching out effectively to widely dispersed rural communities in districts with sparse population
	<b>Outputs:</b> 3.1 Interest-free loans (IFL) for PSC 12-40	▪ No. of IFLs provided to PSC 12-40 clients	0	114 000				
3.2 Financial training and enterprise development training to IFL clients	▪ No. of persons trained in financial literacy and/ or use of financial products/ services <sup>(RIMS 1.1.7)</sup>		82 000	157 000	PO records and progress reports	Quarterly	POs	Beneficiary willingness and interest
<b>Outputs:</b> 4.1 (Pro-poor) Research studies and policy briefs developed and disseminated	▪ No. of policy-relevant knowledge products completed <sup>(Policy 1)</sup>		4	8 <i>(2 research studies; 6 policy briefs; and 3 advocacy events)</i>	Research and advocacy conference reports	Annually	PPAF	BISP and Government's interest to engage in policy dialogue remains high